
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 21/3 (1994)

DOI: 10.11588/fr.1994.3.59174

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

persévèrent dans la voie du dialogue et de l'élucidation des réalités qui prévalent dans leurs pays respectifs afin de réduire au minimum l'audience de ceux qui se complaisent dans la diffusion des images fausses et des préjugés éculés.

Jean KLEIN, Paris

Patrick MOREAU, PDS. Anatomie einer postkommunistischen Partei, Bonn, Berlin (Bouvier) 1992, 466 p. (Schriftenreihe Extremismus und Demokratie, 3).

Dans ce volumineux ouvrage, Moreau retrace, chronologiquement, l'histoire des deux premières années d'existence du PDS, expose son fonctionnement interne, les conflits qui n'ont cessé de l'agiter et donne un aperçu des orientations politiques des divers courants qui l'ont composé (ou le composent encore). L'auteur nous fournit une masse d'informations utiles: biographies de ses dirigeants (p. 33-36) ou de ses députés (p. 315-319), sociologie de ses adhérents (p. 332-353). Ainsi apprend-t-on que la proportion des femmes (40%) et des retraités y est particulièrement élevée, plus élevée que dans la CDU ou le SPD (p. 341, 356, 369). Or curieusement si les adhérents sont âgés les dirigeant(e)s sont jeunes: le président Gregor Gysi a 44 ans et 9 membres de l'organisme dirigeant sur 17 sont plus jeunes que lui (p. 270). Moreau, qui annonce la publication d'un ouvrage sur le DKP, analyse minutieusement les rapports entre le PDS et les différents courants de l'ex-parti communiste de RFA qui l'ont rejoint (peut-être y consacre-t-il trop de pages, puisque le nombre d'adhérents du PDS dans l'ex-RFA s'élève à quelques centaines seulement).

Au delà de cet aspect informatif, on s'interroge sur la problématique qui sous-tend l'ouvrage. La question posée dans l'introduction (p. 14): le PDS est-il un parti démocratique ou un parti post-communiste impliquerait une définition de ce qu'est un parti post-communiste. A dix reprises, Moreau fait grief au PDS de n'être pas un parti démocratique. Or l'essentiel de ses sources lui est fourni par les publications du PDS, lequel y fait longuement état des discussions internes, donne la parole aux divers courants, soumet ses statuts au vote de la base, tient congrès pour ainsi dire en permanence. Bref par ses modes de fonctionnement, ses structures, le PDS, d'après ce que nous dit l'auteur, apparaît plus démocratique que n'importe lequel des grands partis traditionnels, en France sûrement, en Allemagne probablement. Le PDS n'a pas réussi à s'intégrer au système démocratique en vigueur en Allemagne. La constatation est exacte. A quoi et à qui cela tient-il? N'eût-il pas été intéressant d'analyser l'attitude à son égard des autres forces politiques: pas seulement la CDU, mais aussi le SPD et les syndicats? A deux reprises (p. 280 et 369), il est fait état du silence absolu des médias. Si on en parle c'est pour le dénigrer: un député note qu'il suffit d'insulter le PDS pour être applaudi dans la presse et sur les bancs du Bundestag (p. 280).

Le commentaire de Moreau est toujours péjoratif. Ainsi dans la question des statuts du parti, la direction est accusée de manipulation (p. 244), Gregor Gysi, d'avoir retardé de six mois la décision (p. 248), d'avoir réussi à «masquer le caractère anti-démocratique du projet de statut» (p. 257) ... or l'on apprend 80 pages plus loin que ces statuts ont été soumis à l'appréciation de la base et qu'ils ont été massivement adoptés (p. 334).

Le programme «Sécurité 2000» est pour l'auteur «un signe évident de la perte du sens des réalités» dans le parti. Or celui-ci exigeait en janvier 1990 «la réduction de moitié des effectifs de la Bundeswehr et de la Nationale Volksarmee [RDA], la réduction à 12 mois du service militaire, l'arrêt immédiat de la modernisation des armements» (p. 59). Si le PDS s'intéresse au sort des femmes, revendique la liberté d'avortement, il s'agit de thèmes banalement «classiques» (p. 238) et Moreau pense que, lors du prochain débat au Bundestag, le PDS ne jouera qu'un rôle marginal. Au moment du vote, les voix du PDS ont tout de même compté.

L'auteur utilise des procédés dont usent certains journalistes, mais que s'interdisent la plupart du temps les historiens. Un des membres du PDS est accusé «selon des milieux

allemands bien informés« (p. 179) d'avoir exercé des fonctions importantes dans l'appareil du SED. Non seulement on ne donne aucune précision sur »ces milieux bien informés« mais une note précise: »cette information n'est pas vérifiable« (p. 181, n. 29). Le PDS est accusé à deux reprises de compter parmi ses membres à Berlin une proportion considérable de collaborateurs de la STASI, »en chiffres ronds 30%« (p. 445 et p. 452). A l'appui de cette affirmation l'auteur invoque »une source interne«, des »estimations« extrêmement floues (note 27, p. 453).

L'emploi des termes n'est pas toujours très rigoureux. L'auteur explique qu'au sein de la section berlinoise des tendances s'affrontent, que les partisans de la ligne Gysi-Modrow-Brie, »traditionnalistes«, s'opposent aux »réformateurs« (p. 45). Or ces »réformateurs« ont applaudi au putsch en Union soviétique (p. 428), tandis que les »traditionnalistes« se prononçaient sans équivoque contre tout »développement réactionnaire néostalinien«.

Etait-il indispensable de dénigrer ainsi le PDS? Sûrement pas. Moreau fournit de nombreux faits à l'appui de son affirmation que le parti ne pourra sans doute se maintenir dans le contexte politique de la RFA, même si les dernières élections municipales berlinoises (1993) ont paru démentir le déclin accéléré que l'auteur prédisait.

Gilbert BADIA, Paris

Manfred SPIEKER (Hg.), Friedenssicherung. Bd. 4: Die Neuordnung Europas, Münster (Regensburg) 1991, 155 S.

Band 4 der von dem Professor für Christliche Sozialwissenschaften herausgegebenen »Friedensgespräche« umfaßt eine Sammlung der im Rahmen der Osnabrücker Friedensgespräche 1989/90 gehaltenen Vorträge von Repräsentanten aus Politik, Wissenschaft und Kirche. Die Beiträge befassen sich sowohl mit den Voraussetzungen der Wiedervereinigung Deutschlands am 3. Oktober 1990 als auch mit den durch diese bzw. die Veränderungen in Ostmittel- und Osteuropa geschaffenen Perspektiven für eine »Neuordnung Europas«. Angesichts des Wandels im ehemaligen sowjetischen Herrschaftsbereich ist der Band, wie SPIEKER in seinem Vorwort hervorhebt, geprägt von einem Überschuß »an Dankbarkeit, Zuversicht und Hoffnung« (S. 12). Aus der zeitlichen Distanz heraus ist zu fragen, inwieweit sich die damaligen Erwartungen erfüllt haben.

Nichts von ihrer Aktualität eingebüßt haben die Aussagen des Historikers und früheren Beraters von Präsident Gorbatschow, DASCHITSCHEW. Seine Bestandsaufnahme der inner-sowjetischen Krise vom Herbst 1990 – vor dem Putsch vom August 1991, dem Präsidentenwechsel und dem Auseinanderfallen der Union – dürfte gegenwärtig nur wenig anders ausfallen. Daß sich bisher die Hoffnungen nicht erfüllt haben, die Daschitschew in den »konsequenten, zielstrebigen« und willensstarken Boris Jelzin sowie den »Druck der Bevölkerung« (S. 43) setzte, um der Perestrojka endgültig zum Durchbruch zu verhelfen, führt deutlich vor Augen, daß eine starke Führungspersönlichkeit allein nicht ausreicht, einen Reformprozeß durchzusetzen und Widerstände dagegen zu überwinden. Daschitschews Vorwurf, Gorbatschow trage wegen mangelnder Konsequenz »die Hauptschuld« an der Wirtschafts- und Versorgungsmisere, muß wohl relativiert werden – ebenso wie die Vorstellung, daß ein deutlich entgegenkommendes Verhalten der NATO-Staaten geeignet sein könnte, den Konservativen und Militärs in Moskau »die Trümpfe aus der Hand ... zu streichen« (S. 37).

Auf die Gefahren wachsender nationalistischer Bestrebungen in westlichen Staaten und Ostmitteleuropa weisen W. LINK und der polnische Senator STOMMA hin, der als unabhängiger christlicher Abgeordneter im Sejm bereits vor dem Umbruch in Polen in Westeuropa bekannt wurde. Was Ende 1990 nur als mögliche Bedrohung des Friedens in Europa erschien, hat mittlerweile grausame Realität angenommen. Hilflos steht die Staatengemeinschaft den blutigen Nationalitätenkonflikten im ehemaligen Jugoslawien gegenüber; die anhaltenden